



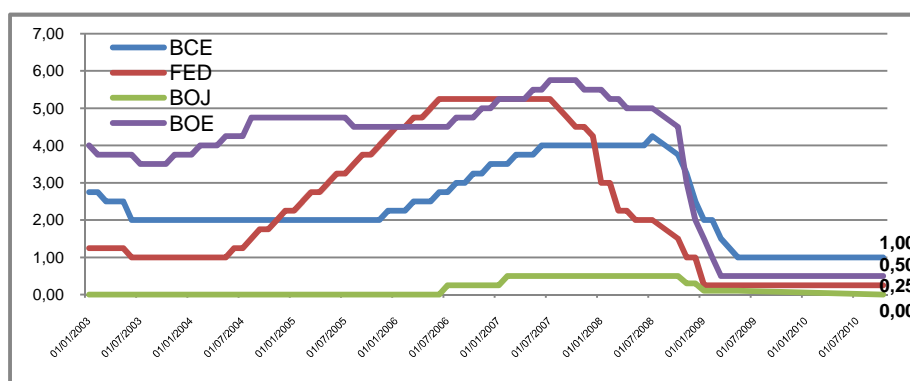
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 3 février 2011 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que «les données économiques récentes confirment la dynamique de fond positive de l'activité économique dans la zone euro, malgré la persistance d'une forte incertitude, et les tensions inflationnistes devraient demeurer contenues à moyen et long termes».

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 26 janvier 2011 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité a décidé de poursuivre le programme de rachat d'actifs annoncé en novembre 2010 à hauteur de 600 milliards de dollars d'ici à la fin du deuxième trimestre 2011. Dans son communiqué, la Fed observe que le rétablissement de l'économie américaine se poursuit mais à un rythme insuffisant pour réduire le chômage de manière significative. Le PIB des Etats-Unis a progressé de 3,2 % au quatrième trimestre 2010 en glissement annuel et de 2,9 % sur l'ensemble de l'année 2010.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 725 200 fin décembre 2010, soit une hausse de 1% sur un mois en données CVS-CJO (+ 27 100 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 3 % (+ 1,4 % pour les hommes et + 4,9 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A de 16,3 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en décembre 2010, inchangé par rapport à novembre. Il était de 9,9 % en décembre 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % décembre 2010. Il était de 9,5 % en novembre 2009.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,4 % sur un mois en décembre 2010 ; sur un an, il croît de 1,7 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,7 %.

Hausse de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,4 % en janvier 2011. Il était de 2,2 % en décembre 2010.

Informations bancaires

Réforme du taux d'intérêt du Plan d'épargne logement

Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, a signé le 25 janvier 2011 un arrêté modifiant le taux d'intérêt du Plan d'épargne logement (PEL) avec :

- une rémunération plus attractive : pour les PEL ouverts à compter du 1^{er} mars 2011, le taux d'intérêt sera révisé chaque année, selon une formule reposant sur des taux swap, calculée par la Banque de France, le taux sera indexé sur la situation économique avec un taux plancher fixé à 2,5 % ;
- une fiscalité plus lisible : les prélèvements sociaux seront débités chaque année et non plus au moment de la clôture du PEL ou au 10^{ème} anniversaire ;
- une prise en compte des impacts environnementaux : la prime d'Etat qui est versée aux épargnants qui souscrivent un prêt immobilier en sortie de PEL sera modulée selon l'impact environnemental : 1 525 € pour les logements verts, 1 000 € pour les autres.

La réforme ne s'applique pas aux anciens plans dont le taux est fixé à 2,5 % depuis 2003.

Nouvelles autorités européennes de supervision

Les trois nouvelles autorités européennes de supervision des marchés, de la banque et des assurances* installées début janvier 2011 ont désigné leurs dirigeants :

- le néerlandais Steven Maijor, à l'Autorité des marchés financiers et valeurs mobilières (AEMF) installée à Paris,
- le portugais Gabriel Bernardino, à l'agence européenne pour les assurances et les pensions professionnelles (AEAPP) basée à Francfort,
- l'italien Andrea Enria, à l'agence européenne des banques (AEB) installée à Londres

Le Comité européen des risques systémiques (CERS) dirigé pendant les cinq premières années par le Président de la BCE (Banque centrale européenne) a tenu sa première réunion le 27 janvier 2011 à Francfort, sous l'égide de son Président Jean-Claude Trichet et de Mervyn King son premier vice-président, gouverneur de la Banque d'Angleterre.

* (cf. Lettre de l'Institut d'émission de septembre 2010).

Livret A

A compter du 1^{er} février 2011, le taux Livret A est passé à 2 %. Les taux des autres produits d'épargne réglementaire s'établissent comme suit :

- Livrets de développement durable : 2 %,
- Comptes sur livret d'épargne populaire : 2,5 %,
- Comptes d'épargne logement hors prime d'Etat : 1,25 %

Publications de l'IEOM

1 – Echanges régionaux de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française : identification des facteurs de frein et des éléments de soutien à l'aide d'un modèle de gravité

Dans la collection « Les notes de l'Institut d'émission »

2 – Nouvelle-Calédonie : Premières tendances 4^e trimestre 2010, une embellie sur le climat des affaires

Dans la collection Note expresse n° 27 série « Tendances »

3 – Echanges régionaux de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française : facteurs de frein et éléments de soutien ;

4 – Le microcrédit à Wallis-et-Futuna : un levier pour le financement du secteur privé ?

5 – Le microcrédit en Nouvelle-Calédonie : développement rapide et multiple acteurs

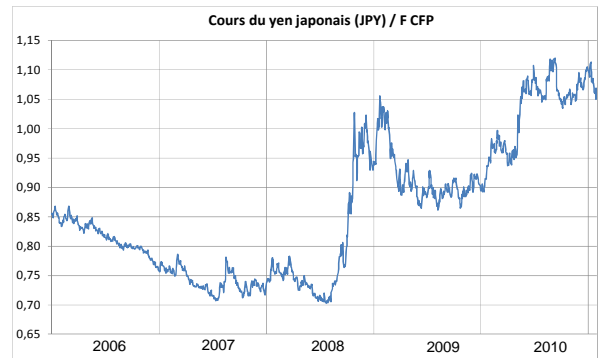
Dans la collection Note expresse série « Eclairage » n° 28, 29 et 30

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 25 janvier 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a revu à la hausse sa prévision de croissance du PIB pour l'année fiscale en cours à 3,3 % contre 2,1 % dans une précédente estimation et elle a abaissé celle de l'année fiscale 2011 de 1,8 % à 1,6 %. En décembre 2010, la production industrielle du Japon a progressé de 3,1 % par rapport à novembre. Les prix à la consommation, hors produits frais et énergie, ont baissé de 0,7 % sur un an en décembre. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 3,3 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est estimé à 4,9 % contre 5,1 % en novembre. En décembre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 13 % et de 10,6 % en glissement annuel et l'excédent commercial a augmenté de 34 % en glissement annuel à 6,6 milliard d'euros.



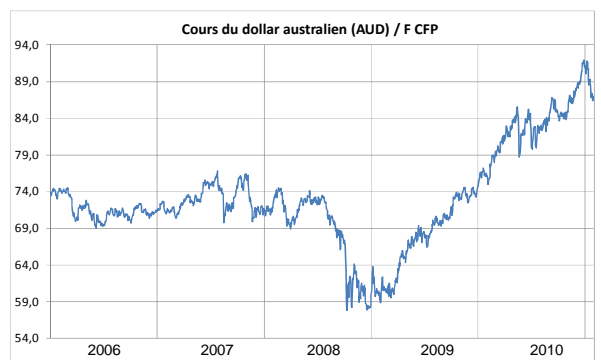
Léger repli de l'excédent commercial chinois

Le PIB chinois a progressé de 9,8 % sur un an au quatrième trimestre 2010 et la croissance chinoise a atteint 10,3 % sur l'ensemble de l'année contre 9,2 % en 2009. En décembre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13 % en glissement annuel contre 13,3 % en novembre. En décembre, le taux d'inflation est estimé à 4,6 %. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 17,9 % et de 25,6 % en glissement annuel. L'excédent commercial ressort à 13,1 milliards de dollars au mois de décembre et 183,1 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2010, en recul de 7 % par rapport à 2009. Fin 2010, les réserves de change de la Chine ont atteint 2 850 milliards de dollars.



La banque centrale australienne maintient son taux directeur

L'indice des prix à la consommation a crû de 0,4 % au dernier trimestre 2010 par rapport au précédent trimestre et de 2,7 % sur un an. Le principal contributeur à la hausse de l'indice est le poste des biens alimentaires (+2,2 %) impacté par une forte augmentation du prix des fruits (+15,5 %) et des légumes (+11,4 %). La banque centrale australienne (RBA) a maintenu, le 1^{er} février, son taux directeur à 4,75 % et a indiqué sa volonté de mesurer l'impact économique des inondations touchant l'état du Queensland.



Hausse de l'indice des prix à la consommation

Au dernier trimestre de 2010, l'indice des prix à la consommation néo-zélandais a augmenté de 2,3 % par rapport au trimestre précédent et de 4,0 % sur un an. Il s'agit de la plus forte variation trimestrielle depuis 1989 en lien notamment avec l'augmentation de 2,5 points de la taxe sur les produits et service, à 15 %. Les prix du poste « transports » progressent de 4,3 % en raison de la hausse du prix du pétrole et ceux de la rubrique « alimentation » de 2,1 %. Dans l'attente d'une reprise économique plus robuste, la banque centrale néo-zélandaise a décidé de maintenir, le 27 janvier, son taux directeur à 3,0 %.



3 – Brèves économiques locales

Dépression tropicale Vania

Entre le 13 et le 15 janvier, la dépression tropicale Vania a traversé les îles Loyautés et le sud de la Nouvelle-Calédonie, engendrant de nombreux dommages évalués à 1 milliard de F CFP, selon les premières estimations. Les cultures agricoles ont notamment été fortement touchées, ce qui occasionne, actuellement, une forte hausse des prix des fruits et légumes frais et un report de la consommation vers les produits surgelés. La Province Sud a décidé d'octroyer une aide d'urgence de 2,5 millions de F CFP à chacune des communes suivantes : Mont-Dore, Dumbéa et Païta, ainsi que la mise à disposition pendant un mois de 15 agents du programme provincial d'insertion citoyenne.

Réforme de la fiscalité calédonienne

Lors de son discours de politique générale du 31 août 2009, le président du gouvernement avait fait part de sa volonté d'engager des travaux d'analyse afin d'améliorer l'équité fiscale. Dans ce cadre, Jean-Pierre Lieb, inspecteur général des finances missionné par Christine Lagarde, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, a présenté, en décembre 2010, un rapport détaillant plusieurs propositions de réformes applicables pour une rationalisation de la fiscalité indirecte. Celui-ci est disponible sur le site internet du gouvernement (<http://www.gouv.nc/portal/pls/portal/docs/1/14444005.PDF>)

Réforme des prestations familiales

La loi du pays relative aux prestations familiales a été promulguée le 5 janvier 2011. Celle-ci prévoit une harmonisation entre le régime de prestations familiales général réservé aux salariés et celui de solidarité destiné aux personnes sans emploi et aux travailleurs indépendants à faibles revenus. Les allocations prénatales et de maternité sont dorénavant étendues aux bénéficiaires du régime de solidarité et l'allocation de rentrée scolaire est pérennisée pour les bénéficiaires des deux régimes.

Deux projets calédoniens soutenus par la DATAR

Deux sociétés calédoniennes, Synergie et l'Association pour la maintenance durable (AMD), ont été retenues dans le cadre du deuxième appel à projet « Grappes d'entreprises » lancé par la Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (DATAR). Le soutien financier apporté par la DATAR en partenariat avec le ministère de l'Outre-mer, la Caisse des dépôts et consignations et Oseo, devrait favoriser la mise en place d'actions et de services mutualisés afin d'améliorer la compétitivité et le développement des PME/TPE constituant la grappe.

Convention de prêt entre le gouvernement calédonien et la Société générale calédonienne de banque

Le gouvernement de Nouvelle-Calédonie a contracté, le 10 janvier, un prêt de 1,79 milliard de F CFP auprès de la Société générale calédonienne de banque (SGCB). Cet emprunt complémentaire, à un premier prêt de 3,6 milliards de F CFP contracté auprès de l'Agence Française de Développement, le 26 octobre 2010, est destiné à financer le programme d'investissements du budget 2010.

Inflation 2010 et nouvel indice des prix à la consommation

En décembre 2010, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 0,2 % sur un mois et l'inflation annuelle a atteint 2,7 %. Sur un an, les prix des produits alimentaires sont en progression de 2,8 % et ceux des produits manufacturés de 3,1 %, en raison principalement de la hausse du prix du tabac. A partir de 2011, conformément à la délibération du congrès du 16 décembre 2010, l'ISEE publiera un indice des prix révisé, établi selon la nomenclature internationale COICOP (Classification of Individual Consumption According to Purpose) et étendu à l'ensemble du territoire.

Autonomie de l'Université de Nouvelle-Calédonie

Dans le cadre de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, l'Université de Nouvelle-Calédonie est autonome depuis le 1^{er} janvier. L'établissement, qui compte 2 800 étudiants, assure désormais totalement la gestion de son budget.

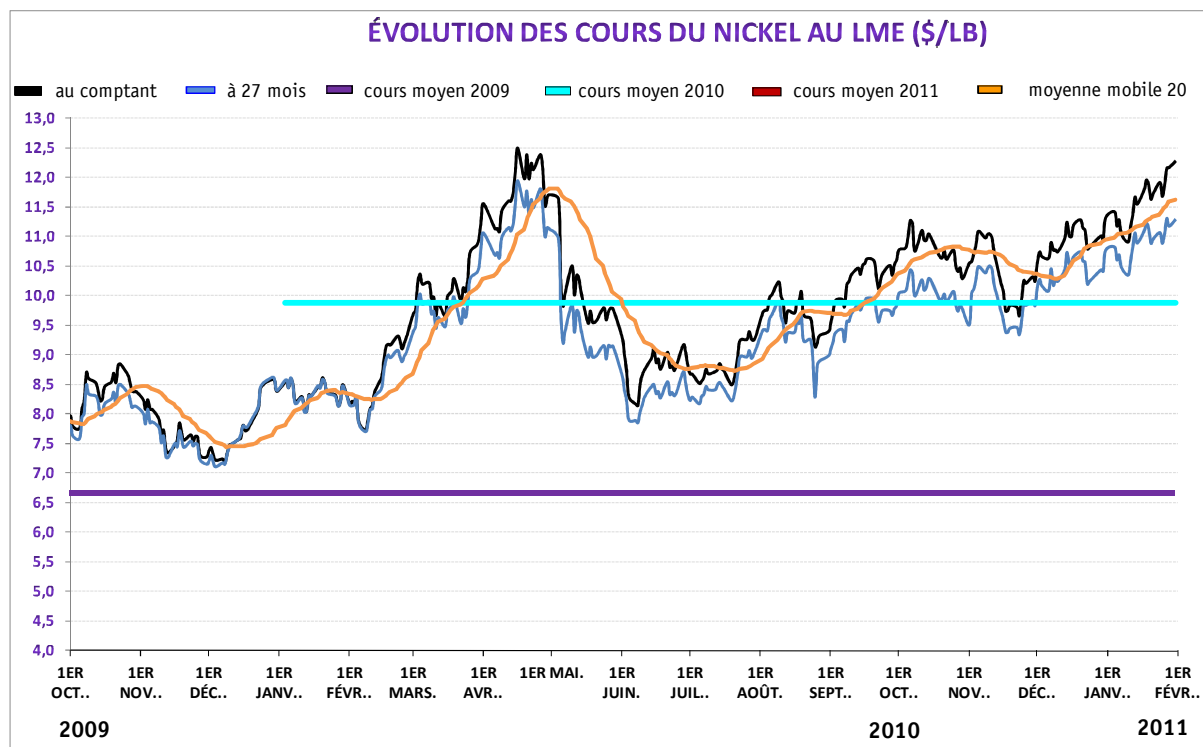
Hausse des prix des carburants

Au 1^{er} février, les prix du litre d'essence et de gasoil ont été revalorisés de 3 F CFP, à respectivement 141 F CFP et 115,1 F CFP. Il s'agit des plus fortes augmentations mensuelles enregistrées depuis juillet 2010, liées à la hausse du cours du prix du pétrole enregistrée au cours du dernier trimestre 2010 (+12,6 % par rapport au précédent trimestre).

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		janv.-11	100,8	0,8%	2,3%
Nombre de demandeurs d'emploi		déc.-10	5 716	-12,6%	-5,0%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	déc.-10	13 840	66,2%	46,5%
	cumulées	déc.-10	122 212	-	44,6%
Importations	mensuelles	déc.-10	26 631	-31,8%	23,2%
	cumulées	déc.-10	298 518	-	35,6%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		janv.-11	11,63	6,4%	39,1%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		janv.-11	1 038,55	5,3%	48,6%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-10	578	22,6%	1,5%
	cumulées	déc.-10	4 574	-	30,2%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	déc.-10	5 775	43,6%	42,2%
	cumulées	déc.-10	55 892	-	9,2%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	déc.-10	9 413	-7,3%	2,5%
	cumulés	déc.-10	98 562	-	-0,8%
• Nuitées	mensuels	nov.-10	50 413	6,8%	2,1%
	cumulés	nov.-10	479 796	-	-8,3%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		nov.-10	70,50%	+ 6,0 pts	+ 2,5 pts
• Croisiéristes	cumulés	déc.-10	203 879	-	55,4%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	janv.-11	6 999	-44,3%	-12,8%
	cumulées	janv.-11	6 999	-	-12,8%
• Index BT 21 (p)		déc.-10	133,81	0,3%	3,7%
• IRL (p)		déc.-10	108,49	0,2%	-0,8%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-10	9	ns	ns
	cumulées	déc.-10	746	-	-30,9%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-10	14	ns	ns
	cumulées	déc.-10	1 025	-	-22,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	déc.-10	705	17,9%	0,6%
	cumulées	déc.-10	7 366	-	1,7%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	nov.-08	nov.-09	nov.-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	12 612	13 462	13 794	6,7%	2,5%
Dépôts à vue	171 570	185 078	214 864	7,9%	16,1%
Total M1	184 182	198 540	228 658	7,8%	15,2%
M2-M1	71 902	87 506	91 030	21,7%	4,0%
Total M3	401 441	427 559	494 582	6,5%	15,7%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-08	sept.-09	sept.-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises (p)	333 030	364 064	392 898	9,3%	7,9%
Ménages (p)	295 374	317 175	349 930	7,4%	10,3%
Collectivités locales (p)	38 913	35 134	44 359	-9,7%	26,3%
Autres agents de CCB non ventilés (p)	10 083	9 985	10 830	-1,0%	8,5%
Total encours sain (p)	677 399	726 359	801 191	7,2%	10,3%
Créances douteuses brutes (p)	14 284	14 599	15 532	2,2%	6,4%
Total encours brut (p)	691 684	740 958	813 550	7,1%	9,8%

(p) : Chiffres provisoires

Incidents de paiements

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3 *	janv.-11	1 746	25,5%	-6,0%
	cumulés	janv.-11	2 218	-	-3,1%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	janv.-11	231	9,5%	46,0%
	cumulés	janv.-11	284	-	68,0%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

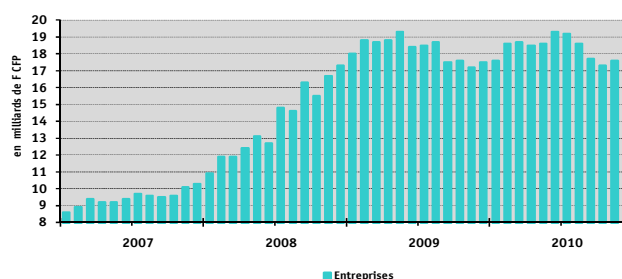
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	janv.-11	6 271	3,5%	2,4%
	dont personnes physiques	janv.-11	5 605	3,8%	2,2%
	dont personnes morales	janv.-11	666	0,8%	3,6%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	janv.-11	10 666	12,6%	41,4%	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	janv.-11	3 533	3,2%	12,4%	

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	janv.-11	18,1	0,2%	2,6%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var	
Indice des prix à la consommation	janv	98,6	100,8	2,3	
Entreprises					
nb d'entreprises (a)	déc	48 613	52 329	7,6%	
	dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc	42 547	46 034	8,2%
créations d'entreprises	sept	3 490	3 947	13,1%	
cessations d'entreprises (p)	sept	1 867	1 776	-4,9%	
liquidations judiciaires (nb)	déc	115	135	17,4%	
redressements judiciaires (nb)	déc	90	96	6,7%	
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janv	643	666	3,6%	
ventes de ciment local (tonnes)	janv	7 998	6 953	-13,1%	
importations ciment (tonnes)	janv	32	46	45,5%	
total ciment (tonnes)	janv	8 030	6 999	-12,8%	
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	27 506	33 834	23,0%	
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	janv	686	303	-55,8%	
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	3 973	4 381	10,3%	
Ménages					
emploi salarié (nb)	sept	82 760	85 863	3,7%	
dont secteur privé	sept	59 063	61 780	4,6%	
dont secteur public	sept	23 697	24 082	1,6%	
demandes d'emploi de fin de mois	déc	6 017	5 716	-5,0%	
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	déc	6 981	7 325	4,9%	
chômeurs indemnisés	déc	1 726	1 506	-12,7%	
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	janv	742,4	828,4	11,6%	
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janv	5 484	5 605	2,2%	
décisions retraits cartes bancaires	janv	169	284	68,0%	
incidents paiements sur chèques	janv	2 288	2 218	-3,1%	
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	déc	7 246	7 366	1,7%	
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	janv	1 239	1 076	-13,2%	
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	26 893	29 842	11,0%	
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	14 673	16 634	13,4%	
Echanges					
nombre de touristes	déc	99 379	98 562	-0,8%	
nombre de croisiéristes	déc	131 231	203 879	55,4%	
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	nov	58,9%	57,1%	-1,7pt	
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	janv	8,36	10,02	19,9%	
cours du nickel au LME en \$/lb	janv	8,36	11,63	39,1%	
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	3 514	4 574	30,2%	
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	déc	14 711	26 198	78,1%	
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	51 180	55 892	9,2%	
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	62 171	89 423	43,8%	
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	1079	746	-30,9%	
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 317	1 025	-22,2%	
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	78 199	116 645	49,2%	
part de ces produits dans le total des exportations	déc	93%	95%	2,90pt	
total des importations (M FCFP)	déc	220 223	298 518	35,6%	
total des exportations (M FCFP)	déc	84 503	122 212	44,6%	
taux de couverture	déc	38,37%	40,94%	2,6pts	
recettes douanières (M FCFP)	déc	41 058	45 230	10,2%	
Indicateurs financiers (M de FCFP)					
Dépôts à vue	nov	185 078	214 864	16,1%	
M1	nov	198 540	228 658	15,2%	
M2	nov	286 046	319 688	11,8%	
Dépôts à termes	nov	141 188	174 736	23,8%	
M3	nov	427 559	494 582	15,7%	
P1	nov	4 104	3 960	-3,5%	
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	4,97%	0,03 pt	
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,65%	4,32%	-0,33 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,31 %	4,75 %	-0,57 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,03 %	17,91 %	0,88 pt	
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	740 958	813 550	9,8%	
Ménages	sept	317 175	349 930	10,3%	
dont crédits à la consommation	sept	65 236	67 879	4,1%	
dont crédits à l'habitat	sept	250 726	277 786	10,8%	
Entreprises	sept	364 064	392 898	7,9%	
dont crédits d'exploitation	sept	76 084	71 208	-6,4%	
dont crédits d'investissement	sept	201 075	213 291	6,1%	
dont crédits à la construction	sept	79 611	99 471	24,9%	
Collectivités locales	sept	35 134	44 359	26,3%	
dont d'investissement	sept	31 420	40 431	28,7%	
Autres agents de CCB non ventilés	sept	9 985	10 830	8,5%	
créances douteuses brutes	sept	14 599	15 532	6,4%	
taux de créances douteuses brutes	sept	2,0%	1,9%	-0,06 pt	
ensemble des actifs financiers	sept	527 346	595 991	13,0%	
Ménages	sept	297 045	314 904	6,0%	
Sociétés	sept	158 490	195 259	23,2%	
Autres agents	sept	71 812	85 829	19,5%	
dont assurances-vie	sept	81 162	85 935	5,9%	

(p) : provisoire (a) : actualisé

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	5,40% à 5,85% (Taux SGFGAS à partir du 01/02/2011)
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/01/2011	31/12/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	1,3130%	0,8170%	+ 0,496 pt	0,4100%	+ 0,903 pt
EURIBOR 1 mois	0,8950%	0,7820%	+ 0,113 pt	0,4530%	+ 0,442 pt
EURIBOR 3 mois	1,0740%	1,0060%	+ 0,068 pt	0,7000%	+ 0,374 pt
EURIBOR 6 mois	1,3190%	1,2270%	+ 0,092 pt	0,9940%	+ 0,325 pt
EURIBOR 12 mois	1,6440%	1,5070%	+ 0,137 pt	1,2480%	+ 0,396 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	8,23%	31/03/2010
taux d'intérêt légal		JORF
année 2011	0,38%	03/02/2011
année 2010	0,65%	11/02/2010

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/01/2011	31/12/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,6672%	0,4902%	+ 0,823 pt	0,3476%	+ 0,965 pt
EURIBOR 1 mois	0,7940%	0,8110%	- 0,017 pt	0,4790%	+ 0,315 pt
EURIBOR 3 mois	1,0180%	1,0220%	- 0,004 pt	0,7120%	+ 0,306 pt
EURIBOR 6 mois	1,2540%	1,2510%	+ 0,003 pt	0,9950%	+ 0,259 pt
EURIBOR 12 mois	1,5500%	1,5260%	+ 0,024 pt	1,2420%	+ 0,308 pt
TMO	3,7000%	3,5900%	+ 0,110 pt	3,7400%	- 0,040 pt
TME	3,5000%	3,3900%	+ 0,110 pt	3,5400%	- 0,040 pt
TRBOSP	3,7800%	3,6500%	+ 0,130 pt	3,7600%	+ 0,020 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

évolution des taux d'intérêts en fin de mois

devise	USD			JPY			GBP		
	31/01/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/01/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/01/2011	31/12/2010	31/12/2009
taux JJ	0,230%	0,230%	0,145%	0,125%	0,080%	0,430%	0,480%	0,490%	0,465%
3 mois	0,455%	0,476%	0,375%	0,330%	0,110%	0,305%	0,830%	0,820%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,400%	3,310%	3,840%	1,230%	1,120%	nd	3,650%	3,400%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,01%
Prêts à taux fixe	5,51%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,97%
Prêts à taux variable	4,96%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,65%
Prêts relais	5,88%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,77%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,63%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,31%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,67%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	7,77%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	87,1544	1 NZD/XPF	67,1799	1 HKD/XPF	11,1774	1 GBP/XPF	138,6128	
100 JPY/XPF	106,0821	1 AUD/XPF	86,7047	1 SGD/XPF	68,0573	100 VUV/XPF	91,6766	1 FJD/XPF	48,1526